



Elections législatives 10 et 17 juin 2007

Les élections législatives qui permettent de choisir les députés sont déterminantes.

En juin, vous choisirez de continuer la politique conduite ces cinq dernières années ou d'en changer. Continuer avec la baisse du pouvoir d'achat, la santé de plus en plus coûteuse pour les familles, les retraites menacées, le droit du travail démantelé, les services publics qui désertent le milieu rural, notre industrie et notre agriculture bousculées sans protection par la mondialisation libérale ; ou changer.

Il est de la toute première importance de ne pas laisser l'UMP concentrer tous les pouvoirs entre ses mains. Alors que le Président de la République, le Sénat, les hautes instances de l'Etat, beaucoup de médias sont aux mains de l'UMP, la démocratie exige un rééquilibrage.

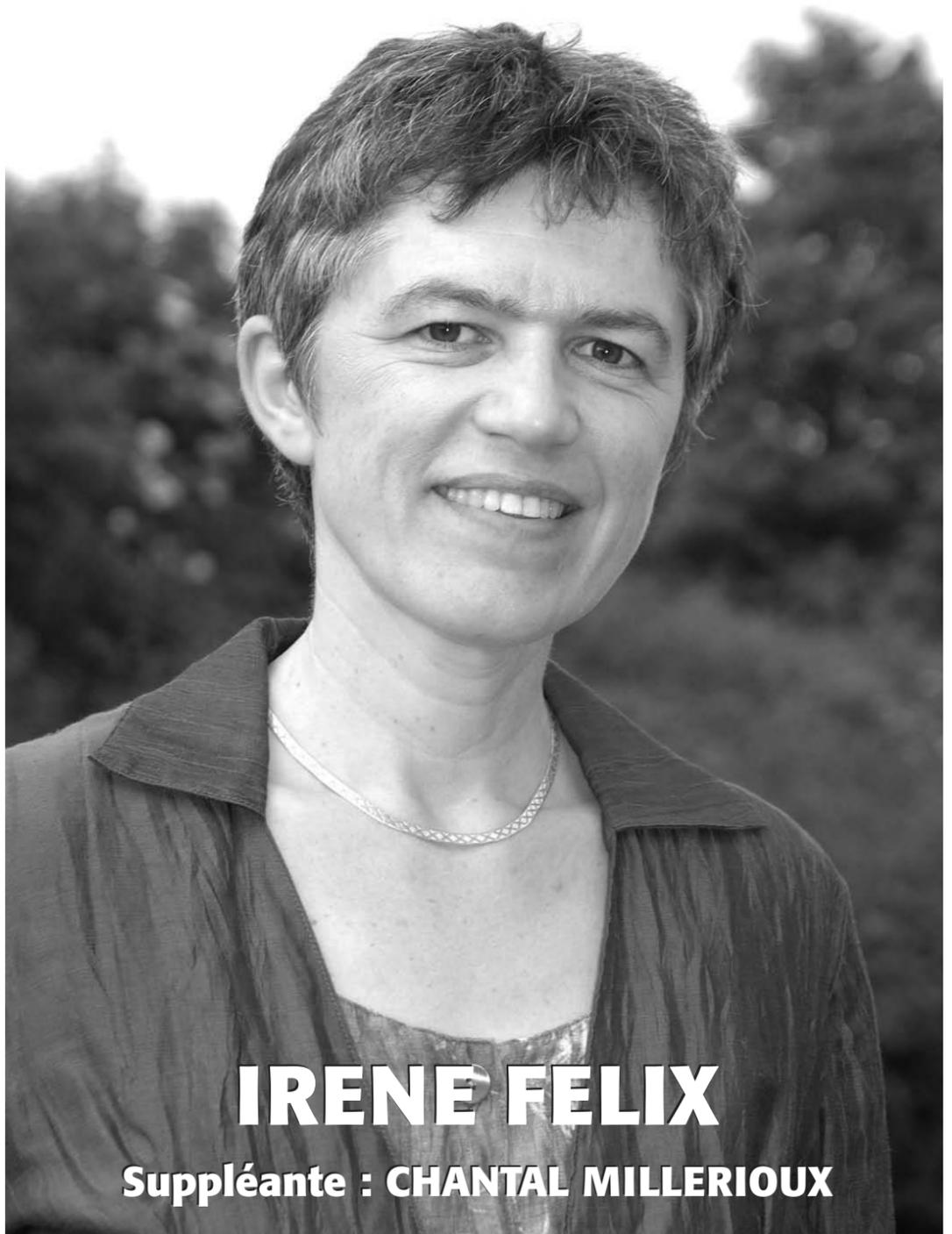
C'est un autre choix, celui d'une gauche qui veut agir pour tous que je vous propose, comme Ségolène Royal l'a proposé au pays. En me présentant à vos suffrages avec Chantal Millérioux, je m'engage à vos côtés pour défendre, pour notre pays, la solidarité, l'humanisme, la justice sociale.

Je m'engage aussi pour Bourges et pour le Cher, comme je le fais depuis plusieurs années. Je suis et serai aux côtés de tous pour faire avancer les projets, les susciter, écouter, fédérer.

Vous pouvez compter sur moi. Je compte sur vous les 10 et 17 juin pour nous rassembler et gagner.

Irène Félix

Vice-Présidente du Conseil Général du Cher
Conseillère municipale de Bourges



IRENE FELIX

Suppléante : CHANTAL MILLERIOUX

A gauche, la voix qui compte

Pour faire connaissance, pour échanger et débattre

Je viendrai vous rendre visite dans chaque commune. Mon agenda paraîtra dans les journaux. Il est consultable sur <http://irenefelix.blogspot.com> Vous trouverez ci-dessous quelques événements parmi les plus significatifs.

- 11 mai à 19 h : Maison du temps libre à Fussy
- 14 mai à 18 h 30 : Café de la gare à Saint-Germain du Puy
- 15 mai à 19 h : Café de la Gare à Argent
- 18 mai à 20 h 30 : Salle du centre socio-culturel à Vailly
- 22 mai à 18 h : Préau de l'école Marcel Sembat à Bourges

- 23 mai à 20 h 30 : Salle Justice de Paix aux Aix d'Angillon
- 25 mai à 20 h 30 : Salle de la Mairie à Henrichemont
- 26 mai à 18 h : Café de Sainte-Solange
- 28 mai à 18 h : Salle polyvalente de l'Ecole du Grand Meaulnes à Bourges



- 30 mai à 19 h : Salle des mariages à Belleville sur Loire
- 31 mai à 19 h 30 : Petite salle des fêtes de La Chapelle d'Angillon
- 1 juin à 19 h 30 : Café de Quantilly

- 2 juin à 18 h : Salle annexe de la Bibliothèque des Gibjons à Bourges
- 4 juin à 18 h 30 : Salle du Mille-Club à Saint-Satur
- 6 juin à 19 h : Salle des Fêtes à Aubigny
- 7 juin à 19 h : Salle des Fêtes d'Asnières à Bourges



Rassembler et agir à gauche

Pour une France plus forte, une France plus solidaire

Agir à gauche c'est faire avancer le progrès social en assurant l'avenir de notre pays grâce à une économie dynamique et une présence reconnue dans le monde.

C'est ce qu'avec les socialistes et pour vous, je m'engage à faire dans les cinq ans qui viennent.

Des engagements de gauche : agir et protéger



Plus forts, plus solidaires

La droite ne cesse de dénoncer la solidarité et de moquer l'assistantat. Pourtant, chacun d'entre nous, à un moment ou un autre de sa vie, fait appel

à la solidarité de tous.

Quand nous sommes malades, quand des femmes attendent un enfant, c'est la solidarité qui garantit la vie. Quand nous sommes vieux et fatigués, c'est la solidarité qui nous permet de cesser le travail en continuant d'avoir une pension.

Quand nos enfants grandissent, c'est la solidarité financière de tous, par l'impôt, qui leur assure d'être accueillis à l'école.

Quand une personne est handicapée et ne peut travailler, c'est la solidarité qui lui assure un revenu décent et un aménagement de son lieu de vie.

Quand le chômage nous frappe ou frappe notre famille, c'est la solidarité qui permet de garder la tête hors de l'eau ou de financer les formations nécessaires à la reconversion.

Quand les entreprises communiquent à travers le monde, quand les marchandises circulent sur les routes ou sur le rail, c'est parce que nos impôts ont financé la recherche et la construction des infrastructures nécessaires à l'économie française. Ceux qui empochent les profits de ces entreprises se reconnaissent-ils comme assistés ?

Les socialistes savent que la solidarité et les services publics qui en sont issus bénéficient, un jour ou l'autre, à tous. C'est ce qui fait la force de la France et de ses entreprises. Notre pays est fort de sa solidarité.

Assistantat ou solidarité ?

Chacun, à un moment ou à un autre de sa vie, fait appel à la solidarité.

Sept mesures prioritaires pour l'emploi

- ▶ relancer la consommation des ménages en améliorant leur pouvoir d'achat : c'est parce qu'elles auront des commandes que les entreprises embaucheront ;
- ▶ aider les entreprises à préparer l'avenir avec un effort massif pour la recherche, en France et en Europe ;
- ▶ soutenir les petites et moyennes entreprises pour les aider à se développer ; les 65 milliards d'euros d'aides aux entreprises peuvent être plus efficacement utilisés ;
- ▶ la lutte contre les délocalisations se fait d'abord par l'innovation, la formation et l'excellence ; elle nécessite aussi que les politiques reprennent la main sur la monnaie européenne et que la France défende, en Europe et dans le monde, les droits des salariés et de l'environnement ; pour freiner les délocalisations «de complaisance» de la part d'entreprises qui font des bénéfices, les entreprises qui délocalisent devront assumer pleinement la responsabilité de la reconversion des salariés et des bassins d'emploi qu'elles désertent ;
- ▶ créer des emplois-tremplins pour aider les jeunes à démarrer dans la vie active
- ▶ redéfinir le rôle de l'Etat comme actionnaire dans les secteurs stratégiques de l'énergie et de la défense : un Etat stratège, un Etat qui investit dans la recherche, un Etat qui protège les intérêts nationaux et européens, un Etat qui exige la juste part de la production en France et particulièrement sur les territoires en difficulté ;
- ▶ réformer la fiscalité pour moins peser sur les investissements industriels et réformer le calcul des cotisations sociales pour moins peser sur l'emploi.

Améliorer le pouvoir d'achat des familles

- ▶ porter rapidement le SMIC à 1500 euros bruts : c'est un engagement précis qui peut être tenu car il dépend d'une décision du gouvernement. Dès le premier juillet 2007, les salariés pourront voir la différence entre une majorité de droite et une majorité de gauche à l'Assemblée ;
- ▶ convoquer chaque année une conférence salariale pour que, avec le soutien des syndicats, les évolutions du SMIC soient suivies d'évolutions pour les autres salaires ;
- ▶ défendre le contrat de travail à durée indéterminée et pénaliser les entreprises qui abusent des contrats précaires : la stabilité du pouvoir d'achat dans une famille, c'est d'abord la stabilité de l'emploi ;
- ▶ mettre en place une couverture professionnelle universelle pour pouvoir se reconvertir sans perdre du pouvoir d'achat ;
- ▶ revaloriser significativement les petites retraites en garantissant la retraite par répartition à un niveau suffisant pour vivre, notamment pour les carrières incomplètes et les pensions de réversion ; cela nécessite de mobiliser de nouvelles ressources (revenus financiers) pour éviter de renchérir le coût du travail ; revaloriser l'allocation adulte handicapés
- ▶ mettre en place une allocation autonomie pour les jeunes

La seule solution, nous dit-on, serait de «travailler plus pour gagner plus». Mais où a-t-on vu, dans quelle entreprise, que c'était le salarié qui négociait ses heures supplémentaires ? Et si les entreprises ont plus de travail, ne serait-il pas préférable qu'elles embauchent pour travailler mieux et travailler tous ?



Redonner la priorité à l'éducation et

- ▶ rétablir les moyens nécessaires massivement supprimés par le gouvernement ;
- ▶ rendre l'école obligatoire dès trois ans : les moyens pour l'école maternelle ;
- ▶ défendre le même droit à une éducation de qualité que soit dans l'enseignement général et technique, professionnelles et dans la formation tout au long de la vie ;
- ▶ redonner aux enseignants toute leur place et leur salaire ; enfin les familles au projet de l'école ;
- ▶ soutenir les associations d'éducation qui apportent loisirs, culture et éducation à tous les enfants, quel que soit leur statut ;
- ▶ mettre en place un service public de l'éducation en partenariat avec les parents et le réseau associatif ;
- ▶ développer l'aide aux devoirs, publiquement ;

Santé et vieillesse : ne pas laisser les inégalités se développer

- ▶ refuser tous les nouveaux décrets de démantèlement par l'UMP ;
- ▶ inciter fortement à la bonne répartition des ressources : des soins de santé à travers la France pour que tous aient accès à des médecins ;
- ▶ aider l'hôpital public, sur tout le territoire ;
- ▶ développer des politiques de prévention et de soins : d'honoraires et veiller à ce que celles et ceux qui ne peuvent travailler ne subissent pas la Couverture Maladie Universelle ne subisse pas ;
- ▶ aider les jeunes à se soigner et les jeunes à accéder à la contraception ;
- ▶ mettre en place une cinquième branche de la Sécurité sociale pour prendre en charge la santé des personnes âgées et éviter le recours aux assurances privées que préconise la droite ;
- ▶ développer un plan grand âge de grande ampleur ;

Le saviez-vous ?

La France est le cinquième pays le plus riche de la planète. Elle s'enrichit un peu plus chaque année. Ces richesses qui vont croissant ne cessent d'augmenter et le travail ne cesse de créer de la richesse. Ce n'est pas l'argent qui est le problème, mais sa répartition qui est excessive et inégale.

Finance plus juste et plus solidaire

VS



Logement, sécurité, maîtrise de l'énergie et services publics : la sécurité pour tous

► **construire 120 000 logements sociaux par an pendant cinq ans**

► imposer la juste répartition des logements sociaux dans toutes les communes urbaines

► mettre en place un service public de la caution pour aider les jeunes ménages à se loger et mettre en place un «bouclier logement» pour que le coût du logement ne dépasse pas 25 % des revenus des ménages modestes ;

► recréer une police de quartier pour assurer la tranquillité et la sécurité de tous ; développer les politiques de prévention, rendre effectives les sanctions et prendre en charge les victimes.

► donner à la justice les moyens de fonctionner efficacement ;

► **recréer un pôle public de l'énergie avec EDF et GDF et investir massivement dans la recherche : ces deux conditions sont indispensables pour assurer à notre pays une indépendance énergétique, maîtriser le coût de notre énergie, développer massivement les énergies renouvelables, maîtriser la sécurité de la production nucléaire et du traitement de ses déchets ;**

► **développer des politiques d'économie d'énergie ;**

► défendre, moderniser et développer les services publics, en particulier en milieu rural, avec un effort particulier pour le développement des transports en commun.

L'Europe et le monde

► **redonner une perspective ambitieuse à l'Europe pour qu'elle protège ses citoyens par l'investissement, la recherche, une politique monétaire efficace, la défense des normes sociales et environnementales dans le commerce international ;**

► faire mieux reconnaître les services publics en Europe ;

► peser pour que soit préservée une politique agricole commune privilégiant la préférence communautaire et reconnaissant aux autres régions du monde le droit de développer leur souveraineté alimentaire ;

► refuser un mini-traité européen soumis au seul Parlement qui réduirait l'Europe à un grand marché ;

► travailler à la réforme des organisations internationales pour les mettre au service du développement des pays du sud ;

► militer pour une Organisation Mondiale de l'Environnement ;

► conduire une véritable politique de co-développement avec les pays du sud et en particulier l'Afrique et le Bassin Méditerranéen.



Pour demain, nous avons besoin de rééquilibrer les pouvoirs. Nous avons besoin d'une assemblée nationale qui sache faire entendre sa voix face aux pouvoirs de l'UMP : pouvoir présidentiel, pouvoir du Sénat, pouvoir médiatique, pouvoir financier, pouvoirs des hautes instances de l'Etat.

Comment financer ces mesures ?

Les finances publiques sont aujourd'hui dans une situation critique. Il est donc normal de s'interroger sur notre capacité à financer de nouvelles mesures. Nous avons aussi le devoir de rembourser la dette.

Depuis 5 ans, la politique économique absurde menée par le gouvernement a conduit à des créations d'emploi très insuffisantes. Il y a moins d'emploi, moins de richesses produites, moins de cotisations sociales versées, moins de recettes fiscales. Pour aggraver cela, l'UMP a cru bon d'accumuler les cadeaux fiscaux aux plus aisés. Ce sont encore des recettes en moins.

La proposition de la droite serait maintenant d'augmenter la TVA, l'impôt sur la consommation qui pèse le plus dans le budget des ménages moyens et modestes. Nous refusons cette proposition.

Ce que nous proposons :

- la relance économique qui est le plus sûr moyen de retrouver des recettes pour l'Etat et la Sécurité Sociale (voir programme ci-dessus) ;
- le redéploiement des aides aux entreprises pour qu'un euro dépensé soit un euro utile ;
- une fiscalité plus juste par la diminution des niches fiscales qui ne profitent qu'aux plus aisés.
- le transfert d'une part des cotisations sociales du travail vers les revenus financiers.

vous ?

...ième pays le plus
Chaque année,
plus. La part de
aux actionnaires
t celle qui rémunère
de diminuer.
nt qui manque
rtition qui
vement
e.

Dès le premier tour, votez pour
Irène Félix et Chantal Millérioux

Irène Félix et Chantal Millérioux

Elues du Cher, nous avons l'expérience de l'action au service de la première circonscription. Nous mettons toute notre énergie à traduire dans les actes les valeurs que nous défendons.

Au service du Cher



Ingénieure agronome

Mon métier est ma première passion. Je l'exerce, depuis 1985, au service des agriculteurs du Cher. J'ai travaillé dans la coopération agricole dont j'apprécie les valeurs collectives puis au service d'un institut technique agricole. Je connais bien les défis pour demain d'une agriculture productive, diversifiée, innovante, respectueuse de l'environnement, pour laquelle les soutiens publics doivent être plus équilibrés. Je suis attachée au dialogue entre anciens et nouveaux ruraux qui feront, ensemble, le monde rural de demain. Je suis aussi convaincue que les échanges entre producteurs-ruraux et consommateurs-citadins, sont nécessaires pour faire évoluer les modes de production, de commercialisation et de partage des richesses produites.



Je suis aussi convaincue que les échanges entre producteurs-ruraux et consommateurs-citadins, sont nécessaires pour faire évoluer les modes de production, de commercialisation et de partage des richesses produites.

Vice-Présidente du Conseil Général, en charge des Solidarités



Conseillère Générale du Cher depuis 1998, je suis Vice-Présidente en charge des Solidarités depuis 2004, date à laquelle Alain Rafesthain a été élu Président du Conseil Général. Pour que le service public départemental soit au service de tous les habitants du Cher, j'ai impulsé une réflexion collective et participative dans les secteurs dont j'ai la charge : l'insertion, les personnes âgées, la précarité, la protection de l'enfance. En soutenant les réseaux d'accueil de la petite enfance, en aidant les familles, en accompagnant l'accès au premier logement des jeunes, en mettant en place des moyens de déplacement pour ceux qui ne peuvent pas se déplacer, en facilitant la vie des aînés, je m'efforce de faire du Cher un département plus accueillant pour tous. Convaincue que tout n'est pas à vendre, je développe un partenariat actif avec le secteur associatif et de l'économie sociale.

réseaux d'accueil de la petite enfance, en aidant les familles, en accompagnant l'accès au premier logement des jeunes, en mettant en place des moyens de déplacement pour ceux qui ne peuvent pas se déplacer, en facilitant la vie des aînés, je m'efforce de faire du Cher un département plus accueillant pour tous. Convaincue que tout n'est pas à vendre, je développe un partenariat actif avec le secteur associatif et de l'économie sociale.

Ils soutiennent Irène Félix et Chantal Millérioux



Alain Rafesthain, Président du Conseil Général

Je connais la force de conviction d'Irène Félix, la sincérité de son engagement, son souci de justice sociale et son énorme capacité de travail. La première circonscription du Cher doit lui faire confiance.



Jean-Pierre Saulnier, Vice-Président du Conseil Général

Nous partageons avec Irène Félix le combat et le souhait de vivre dans une société meilleure, d'une plus grande justice sociale, une société plus solidaire et plus fraternelle.

Monique Babin, Conseillère Municipale de Saint-Germain du Puy

Irène Félix n'oublie pas la femme de confiance, posée, réfléchie et désireuse d'aider les autres. Soyons tous avec elle pour les élections législatives.



Daniel Godin, Maire de Fussy, Président de la communauté de communes en Terres vives

Je suis convaincu que la candidature d'Irène Félix présente les meilleurs atouts pour porter les couleurs de la gauche dans cette campagne. Compétente, dynamique, fidèle à ses convictions, soucieuse jusqu'à la passion de la justice sociale (elle le prouve chaque jour dans ses fonctions de vice-présidente du Conseil Général chargée des solidarités) Irène associée à Chantal Millérioux est la candidate de la situation dans cette 1ère circonscription.

Pascal Viguié, Maire de Sury-près-Léré

Irène Félix n'oublie pas le nord de notre circonscription et le Val de Loire. Elle nous a notamment aidé à obtenir les subventions pour prévenir les inondations. Elle est attachée à la diversité des activités économiques et sociales de notre circonscription. Je vous invite à lui faire confiance.



Pierre Rabineau, Maire de Villegenon, Vice-Président du Conseil Général

Siégeant aux côtés d'Irène Félix au Conseil Général depuis près de dix ans, je suis à même de témoigner de son engagement au service de la collectivité, de sa compétence et de sa détermination pour faire aboutir les dossiers ainsi que pour défendre les plus humbles. En tant qu'élu de la ruralité, je peux garantir son attachement au maintien des services publics et son investissement pour défendre leur existence. Aussi, c'est en toute confiance que vous pouvez apporter votre suffrage à Irène Félix et à Chantal Millérioux, sa suppléante. Je suis sûr qu'elles ne vous décevront pas.



Cathy Daugu, Conseillère Municipale d'Aubigny-sur-Nère

Ne nous laissons pas anéantir par les dernières élections. Il faut que les législatives nous donnent la capacité réelle à décider et ne nous abandonnent pas au pouvoir des lois économiques ou policières. Par son investissement sur le département, la clarté de son discours et son humanisme, Irène Félix incarne cet espoir d'une société qui n'est pas celle que le nouveau président et ses amis nous préparent. Les législatives doivent mettre en place un garde fou !

Annie Padeloup et Nadine Delanne, adjointes au Maire de Saint-Martin d'Auxigny

Par solidarité et pour que le mot démocratie ne soit pas bafoué.



Pierre Toussaint, Maire de Neuvy-deux-Clochers

Inutile de présenter Irène Félix, connue pour ses convictions, son courage et sa générosité. Elle seule peut rassembler et agir, face à une droite décidée à poursuivre le succès obtenu lors des présidentielles. Je lui souhaite beaucoup de courage et d'énergie pour mener à bien cette tâche et lui souhaite un franc succès.

Conseillère Municipale de Bourges

Dans l'opposition au Maire de Bourges, je concentre mes interventions sur quelques sujets majeurs pour l'avenir de Bourges et de son agglomération : le logement, l'environnement et le plan de déplacement urbain, le développement économique et universitaire de Bourges. Je déplore le retard pris par le Plan de Renouvellement Urbain et une mauvaise anticipation qui fait du logement sur Bourges un véritable problème. Je souhaite une politique plus ambitieuse pour les familles, pour les enfants, pour la culture et plus d'attention portée aux habitants au quotidien.



Militante

Adhérente du Parti Socialiste depuis 1985, j'ai été choisie par mes camarades en 2003 pour rassembler et faire gagner la gauche dans le Cher. Membre du Bureau National de la Fédération des Elus Socialistes, je m'y exprime notamment sur les questions de décentralisation et de fiscalité locale dont je suis devenue une spécialiste. Je défends la nécessité de la solidarité nationale, indispensable pour éviter que ne se creusent les inégalités entre départements riches et départements pauvres.



Chantal Millérioux, Maire de le Noyer

Professeur d'histoire et géographie, Chantal Millérioux est Maire de le Noyer, commune du Pays Fort. Elle est une actrice déterminée et efficace du développement touristique dans le Pays Fort et le Sancerrois.

«Elue du monde rural depuis des années, Maire d'une petite commune, Le Noyer, depuis 1995, je connais les difficultés, les impatiences, les craintes et les espoirs de la population rurale. Je m'engage auprès d'Irène Félix pour témoigner et agir au plus près des gens dans le sens de la justice sociale et d'une vraie solidarité entre les hommes et entre les territoires.»

Pour me contacter

Irène Félix
Parti Socialiste - 20 rue du Prinal - 18000 Bourges
Tél : 02 48 65 29 33 - Fax : 02 48 65 29 53
<http://irenefelix.blogspot.com> - irenefelix@orange.fr

Pour rassembler et agir à gauche, votez Irène Félix

